le capital et son singe

la colline

théâtre national

à partir du *Capital* de **Karl Marx**

mise en scène **Sylvain Creuzevault**

du 5 septembre au 12 octobre 2014

Grand Théâtre

le capital et son singe

Sommaire

I. La Révolution de 1848

1. Chronologie janvier-juin 1848 5
2. Prologue d'une Révolution 6
3. Biographies : Louis-Auguste Blanqui, François-Vincent Raspail, Armand Barbès, Alexandre Martin, dit Albert l'ouvrier, Louis Blanc 11
4. Glossaire des mots de 1848 15

II. *Le Capital*

1. Biographie Karl Marx 21
2. Extraits du *Capital* : La marchandise ; Le caractère fétiche de la marchandise et son secret ; La transformation de l'argent en capital 23
3. Introduction à la lutte des classes 25

Le Capital et son Singe

à partir du *Capital* de **Karl Marx**

mise en scène **Sylvain Creuzevault**

lumière **Vyara Stefanova** et **Nathalie Perrier**
scénographie **Julia Kravtsova**
costumes **Pauline Kieffer** et **Camille Pénager**
masques **Loïc Nébréda**
régie générale **Michael Schaller**
production et diffusion **Élodie Régibier**

avec
Vincent Arot, Benoit Carré, Antoine Cegarra, Pierre Devérines, Lionel Dray, Arthur Igual, Clémence Jeanguillaume, Léo-Antonin Lutinier, Frédéric Noaille, Amandine Pudlo, Sylvain Sounier, Julien Villa, Noémie Zurletti

du 5 septembre au 12 octobre 2014
Grand Théâtre
du mercredi au samedi à 20h, le mardi à 19h30 et le dimanche à 15h

production Le Singe,
coproduction Nouveau Théâtre d'Angers – Centre dramatique national Pays de la Loire, La Colline – théâtre national, Festival d'Automne à Paris, Comédie de Valence – Centre dramatique national Drôme Ardèche, La Criée – Théâtre national de Marseille, Le Parvis – Scène nationale Tarbes Pyrénées, Printemps des comédiens, MC2 : Grenoble, La Filature – Scène nationale de Mulhouse, L'Archipel – Scène nationale de Perpignan, Théâtre national de Bruxelles, Le Cratère – Scène nationale d'Alès, GREC 2014 Festival de Barcelona, TnBA – Théâtre national de Bordeaux en Aquitaine, Kunstenfestivaldesarts, NxtStp (avec le soutien du Programme Culture de l'Union Européenne) avec la participation du Théâtre Garonne et du Théâtre national de Toulouse

Le projet est soutenu par la Direction générale de la création artistique du ministère de la Culture et de la Communication.

Rencontre avec l'équipe artistique
mardi 23 septembre à l'issue de la représentation

billetterie La Colline
01 44 62 52 52
du lundi au samedi de 11h à 18h30 (excepté le mardi à partir de 13h)

tarifs
en abonnement de 9 à 14€ la place
hors abonnement
de 14 à 28€ selon la catégorie

Anne Boisson 01 44 62 52 69 – a.boisson@colline.fr
Clémence Bordier 01 44 62 52 27 – c.bordier@colline.fr
Ninon Leclère 01 44 62 52 10 – n.leclere@colline.fr
Christelle Longequeue 01 44 62 52 12 – c.longequeue@colline.fr
Marie-Julie Pagès 01 44 62 52 53 – mj.pages@colline.fr

La Colline – théâtre national
15 rue Malte-Brun Paris 20e
www.colline.fr

Calendrier des représentations

5 et 6 novembre 2014
La Scène Watteau – Scène conventionnée de Nogent-sur-Marne

du 26 au 29 novembre 2014
MC2 **:** Grenoble

4 et 5 décembre 2014
L'Archipel – Scène nationale de Perpignan

du 5 au 7 février 2015
La Filature – Scène nationale de Mulhouse

du 13 au 14 février 2015
Le Cratère – Scène nationale d'Alès

du 11 au 14 mars 2015
Bonlieu – Scène nationale d'Annecy

du 13 au 16 mai 2015
Théâtre national – Bruxelles,
en partenariat avec le Kunstenfestivaldesarts

production et diffusion **elodie.regibier@free.fr**

Le Capital et son Singe

Notre pièce, que nous appelons depuis peu *Le Capital et son Singe*, a pour objet de comédie les progrès de l'aliénation sociale obtenus par le mode de production capitaliste, sa société marchande. Son point de départ est à la croisée de la révolution politique de la fin du XVIII^e^ siècle et de la grande révolution industrielle du XIX^e^.
La vie et l'œuvre de Karl Marx sont un aiguillon dans la meule, *Le Capital* une pierre d'angle.

Nous avons également utilisé les œuvres du jeune Marx, celui qui, à partir de 1843 dans les lettres à Ruge, déploie une colère terrible contre les conditions d'existence des peuples de son temps; celui qui fait de la honte une forme de la colère révolutionnaire. Le jeune exilé passera en France et en Belgique et se fixera en Angleterre après le Printemps des peuples. C'est dans le pays le plus industrialisé du monde qu'il travaillera à l'écriture du *Capital* pendant vingt ans.

Nous sommes le 13 mai 1848 à Paris rue Transnonain, dans le *Club des Amis du Peuple*, ouvert par Vincent-François Raspail après la Révolution de février. Les personnages reviennent de la première manifestation organisée depuis la réunion le 4 mai de la nouvelle Assemblée constituante française – élue au suffrage universel direct masculin le 23 avril précédent, qui proclame la deuxième république. C'est la première fois dans l'histoire des formes sociales que 9 millions d'hommes sont appelés à un scrutin de liste – jusque-là en France, les élections du corps législatif étaient organisées au cens, un seuil d'imposition qui conditionne le droit de vote et l'éligibilité des citoyens. Depuis février et le renversement de la Monarchie de Juillet de Louis-Philippe, le peuple de Paris veille à ne pas se voir confisquer le mouvement révolutionnaire au cours duquel la question sociale du travail a surgi dans la sphère politique. La guerre civile éclate en juin dans les rues de Paris.

Notre pièce se tient dans la brèche entre février et juin. Elle se tient également entre deux concepts développés par Marx, ou deux histoires: histoire célèbre des luttes de classes, où des lignes de partage traversent la société et séparent les individus en corps, en groupes, selon des intérêts propres; et histoire mystérieuse du caractère fétiche de la marchandise, où comment les producteurs se soumettent à leurs propres productions. Deux histoires liées entre elles par leur lieu de naissance: le ventre du mode de production capitaliste.

Entre les soulèvements politiques et sociaux des peuples européens et l'intronisation de la marchandise à la première Exposition Universelle de Londres en 1851, nous pouvons contempler le visage d'enfant de notre société marchande actuelle. Au Club, les volontés de percer à jour les secrets du mode de production capitaliste et celles de combattre leurs conséquences élèvent les difficultés de l'action pratique à la farce.

I. La Révolution de 1848

1. Chronologie de janvier à juin 1848

Janvier
14 : Interdiction du banquet du XII^{e} arrondissement de Paris

Février
21 : Interdiction du nouveau banquet prévu pour le 22 février
23 : La Garde nationale fraternise avec la foule. Fusillade du boulevard des Capucines
24 : Démission de Molé. Attaque des Tuileries. Abdication de Louis-Philippe.
Fuite de la famille royale. Formation du Gouvernement provisoire
25: Proclamation de la République place de l'Hôtel de Ville.
Maintien du drapeau tricolore. Proclamation du droit au travail
26: Abolition de la peine de mort en matière politique
28 : Création d'une "Commission du gouvernement pour les travailleurs"

Mars
2 : Limitation de la journée de travail (dix heures à Paris, onze en province);
abolition du marchandage. Proclamation du suffrage universel
4 : Publication de la circulaire de Lamartine aux agents diplomatiques
6 : Abrogation des lois de septembre 1835 sur la presse
9 : Abolition de la contrainte par corps
14 : Dissolution des compagnies d'élite de la Garde nationale
15 : Décret sur les quarante-cinq centimes
16 : Journée des "Bonnets à poil"
17 : Contre-manifestation populaire. Report des élections au 23 avril

Avril
16 : Manifestation pour un nouveau report des élections
21 : Abolition de l'impôt sur le sel
23 : Élections à l'Assemblée constituante
27-28 : Troubles à Rouen
27 : Décret sur l'abolition de l'esclavage

Mai
4 : Début des travaux de l'Assemblée constituante.
Proclamation officielle de la République
15 : Manifestation en faveur de la Pologne. L'Assemblée est envahie
21 : Fête de la Concorde

Juin
4 : Élections complémentaires à la Constituante
21 : Décret sur les Ateliers nationaux
23-26 : Insurrection ouvrière à Paris
27 : Décret sur la transportation des insurgés
28 : Cavaignac reçoit les pleins pouvoirs

in *Les Mots de 1848* de Jacqueline Lalouette, Presses Universitaires du Mirail, 2007, p. 7-8

2. Prologue d'une Révolution

Dans son *Prologue d'une révolution – février-juin 1848* publié en 1849, Louis Ménard, jeune poète républicain, démocrate, témoin du massacre des ouvriers parisiens en juin, expose cinq mois d'une histoire politique française peu connue[1].

Chapitre 1

La Révolution française avait été brusquement arrêtée dans sa marche le 9 thermidor, au moment où, victorieuse de ses ennemis, elle préparait la solution du grand problème qu'elle avait posé : l'organisation de la Démocratie. Le dogme de la religion nouvelle était trouvé : c'était le Droit, complément nécessaire et méconnu jusqu'alors du dogme chrétien, qui est le Devoir. Les principes étaient proclamés ; ils étaient contenus dans la déclaration des Droits de l'Homme, l'Évangile de la Démocratie : c'étaient la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Restait l'application. Devant cette question pratique, qu'il nous soit permis de le croire, pour diminuer nos regrets, les philosophes de la Montagne eussent hésité.

Pendant la période de réaction qui s'étend de 1794 à 1848, leur œuvre, interrompue dans le monde des faits, fut continuée dans le monde des idées par des penseurs solitaires. De même que dans les mythologies de l'Inde, avant de créer un monde, l'Esprit s'incarne et se recueille pendant de longues années, pour évoquer, à force d'austérités, de méditations et de prières, le rêve divin, miroir du monde à venir; ainsi, pendant le long sommeil de la Démocratie, les théories sociales apparurent au Peuple comme le rêve d'une société nouvelle.

Des livres des philosophes, ces théories se répandaient dans l'esprit de quelques disciples, et dans l'ombre des sociétés secrètes, attendant l'heure d'éclore à la lumière. Cette heure, plusieurs révolutions impatientes essayèrent de la devancer ; c'étaient des germes avortés : les penseurs n'avaient pas assez médité, le Peuple et les martyrs de sa cause n'avaient pas assez souffert.

Les révolutions, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, ressemblent dans leur marche aux grands cataclysmes du monde physique. Cet universel sommeil de la nature qui précède les orages, nous en retrouvons l'image dans cette torpeur de l'opinion publique pendant les dernières années de la monarchie, torpeur que le parti bourgeois prenait ou feignait de prendre pour une inébranlable confiance de l'opinion, et que Lamartine caractérisait bien mieux en disant : La France s'ennuie. On avait perdu l'habitude et presque le souvenir de ces profondes secousses qui avaient plus d'une fois compromis l'existence de la dynastie de Juillet.

Au milieu de ce calme, la décomposition du vieux monde s'opérait rapidement.

Au-dessus du Peuple sans existence légale, sans droits politiques ni civils, sans garanties contre l'oppression, l'exploitation et la misère, s'endormaient en paix les classes officielles, en proie à une gangrène dévorante.

Je ne sais ce qu'avaient fait les villes maudites que consuma le feu du ciel, mais à coup sûr, la corruption ne fut en aucun temps si profonde que dans le nôtre. Elle était arrivée à un tel degré, qu'elle n'avait plus conscience d'elle-même : le sens moral était atrophié, la tyrannie du capital érigée en dogme, le vol légalisé et pratiqué impudemment au grand jour par tout ce qu'on appelait alors le pays légal, depuis le notaire, l'agent de change et le banquier, s'enrichissant de la ruine des familles, et spéculant sur la disette des grains, jusqu'au petit marchand, fraudant sur le poids et la qualité de sa marchandise, et falsifiant les aliments du Peuple avec des drogues vénéneuses ; les lois de la nature elle-même viciées et perverties, le mariage transformé en un marché

[1] "Qu'un texte aussi remarquable ait eu une fortune aussi discrète, qu'il soit resté indisponible pendant des dizaines d'années est un symptôme : les journées de Juin 1848 font partie du refoulé de l'historiographie française", selon les Éditions La Fabrique, qui ont réédité le texte en 2007. Les notes suivantes sont de cette édition.

de prostitution, le foyer conjugal en un bagne, la famille en un troupeau d'héritiers s'abattant comme des corbeaux sur un cadavre.
La corruption avait passé des mœurs dans la politique. La Chambre des députés, devenue une armée disciplinée et salariée de fonctionnaires, ne servait plus qu'à couvrir d'une apparence de légalité la honteuse politique du pouvoir exécutif.
À l'extérieur, celte politique rayait la France du rang des nations indépendantes pour en faire l'instrument servile de tous les gouvernements absolus ; à l'intérieur, elle étouffait toutes les libertés politiques, organisait la vénalité des charges d'un côté, celle des consciences de l'autre, et appuyait la monarchie bourgeoise sur une aristocratie de fonctionnaires et de financiers.
Cette aristocratie perdit la monarchie de Juillet, comme l'aristocratie militaire avait perdu l'empire, en forçant la petite bourgeoisie, opprimée et exploitée comme le Peuple, à faire cause commune avec lui. Ajoutons aussi que la partie honnête de la bourgeoisie fut détachée du gouvernement par les tripotages honteux qui se révélèrent coup sur coup, et firent donner à la session de 1847 le nom de *session des scandales*. On apprit par les révélations d'un député journaliste, Émile de Girardin[2], que le gouvernement avait vendu des privilèges de théâtre, des projets de loi, des promesses de pairie. On vit un ministre, convaincu de concussion, condamné à la dégradation civique. En abandonnant ainsi comme un bouc émissaire un collègue maladroit, le ministère crut avoir apaisé l'opinion ; l'opposition insista et demanda une enquête : les ministres opposèrent une dénégation pure et simple, et la Chambre se déclara satisfaite de ces explications.
Ce dernier trait acheva d'éclairer le pays sur la lèpre qui rongeait son gouvernement. Le seul pouvoir qui restât debout dans l'opinion, la Chambre des députés, venait de proclamer elle-même sa déchéance, et l'idée longtemps oubliée de la réforme électorale apparut tout à coup comme un remède à cette pourriture qu'on ne pouvait plus cacher. Des banquets réformistes s'organisèrent dans toute la France. Presque partout, à la vérité, la bourgeoisie et ses représentants y dominaient, et, au milieu de cette effervescence de l'opposition dynastique, le parti républicain se tenait dans l'ombre ; cependant on perdit peu à peu l'habitude de porter la santé du roi dans ces banquets ; parfois même des discours franchement démocratiques épouvantèrent à la fois le ministère et ceux qui avaient provoqué une réaction contre lui.
Ce fut alors que les banquets commencèrent à inspirer au gouvernement des craintes sérieuses. La dernière phrase du discours prononcé par le roi à l'ouverture des chambres contenait une allusion à ces réunions dont la cause était attribuée à des passions ennemies et à des entraînements aveugles. La lutte était engagée, l'opposition voulut la soutenir ; elle organisa un banquet à Paris et s'efforça de faire constater la nécessité de la réforme dans l'adresse de la Chambre des députés au roi. Mais ce fut pour le ministère l'occasion d'un nouveau triomphe ; l'inébranlable bataillon des satisfaits fit replacer dans l'adresse les mots de *passions ennemies et d'entraînements aveugles*, par lesquels le discours de la couronne avait flétri les banquets. Le ministère, rassuré, voulut en finir avec ces manifestations inquiétantes, et déclara s'opposer au banquet annoncé.
Ici, l'arbitraire devenait flagrant et intolérable ; depuis plusieurs années on avait exhumé de vieux décrets contre les associations, mais le droit de réunion avait toujours été reconnu, et rien dans notre législation n'autorisait la défense des ministres. Les commissaires du banquet, auxquels s'adjoignirent environ soixante députés et trois pairs de France, d'Alton-Shée, de Boissy et d'Harcourt[3], manifestèrent l'intention de passer outre.

[2] Député depuis 1834, Émile de Girardin (1806-1881) avait fondé en 1836 le quotidien *La Presse*.
[3] Le comte d'Alton-Shée (1810-1874) entre à la Chambre des pairs en 1836 ; conservateur jusqu'en 1847, il se lance ensuite dans l'opposition, jusqu'à soutenir Ledru-Rollin. Le marquis de Boissy (1798-1866) entre à la Chambre des pairs en 1839 ; il avait, à la veille de la révolution de Février, gagné une certaine popularité par ses dénonciations contre les scandales du règne. Le duc d'Harcourt (1786-1865), député de 1827 à 1837 puis pair de France, avait montré ses tendances libérales lors de la révolution de 1830 ; il fut ambassadeur de la République à Rome jusqu'en septembre 1849.

Au milieu de l'agitation des esprits, une telle révolution pouvait amener une émeute ; le gouvernement ne l'ignorait pas ; toutes ses mesures étaient prises depuis longtemps. Paris et les forts étaient encombrés de troupes ; une émeute ne pouvait manquer de rallier autour du pouvoir tous les amis de l'ordre, on aurait bon marché des autres, et il serait facile, après la victoire, de faire retomber sur l'opposition la responsabilité du sang versé.

Cette responsabilité effraya l'opposition. La plupart des députés qui devaient prendre part au banquet appartenaient au centre gauche et se ralliaient autour d'Odilon Barrot[4]. On craignait les députés radicaux qui n'avaient été appelés que pour faire nombre ; on sentait instinctivement que l'opposition constitutionnelle n'avait pas assez de vitalité pour profiter d'une révolution. Il fallait à tout prix éviter une collision dont le résultat ne pouvait profiter qu'au pouvoir ou au parti radical.

On crut y parvenir en choisissant le lieu du banquet dans les Champs-Élysées[5]; la facilité avec laquelle les troupes y peuvent manœuvrer, la largeur des rues environnantes y rendaient, supposait-on, toute émeute impossible.

De toutes les maladresses de l'opposition constitutionnelle, aucune peut-être ne fut plus dangereuse ; elle livrait sans défense à leurs ennemis ceux qui répondaient à son appel ; si le ministère eût dirigé le mouvement, il n'eût pas agi autrement. Enfin, les commissaires du banquet, pour rendre la manifestation plus imposante, invitèrent tous les membres de la garde nationale[6] qui partageaient leurs opinions à se rendre en costume et en armes sur la place de la Concorde, et à former une haie sur leur passage. On comptait sur trente mille hommes, dont la présence devait suffire pour contenir le Peuple.

Le ministère répondit en faisant afficher dans Paris la loi sur les attroupements, et une proclamation défendant aux gardes nationaux de se réunir sans réquisition. Le lendemain, le ministère, interpellé par Odilon Barrot, déclara qu'il disperserait par la force toute tentative de réunion.

L'opposition était hors d'haleine : ce dernier coup l'acheva. Le banquet devenait un acte de rébellion, Odilon Barrot n'eut pas la force de passer outre. Il n'est pas de question politique, dit-il, qui vaille une goutte de sang. Les journaux annoncèrent que l'opposition renonçait au banquet et se contentait de déposer sur le bureau du président de la chambre un acte d'accusation contre le ministère. Ce fut le dernier effort de la gauche dynastique. Dix-huit députés seulement, au nombre desquels était Lamartine, et les trois pairs de France, paraissaient décidés à résister courageusement à l'arbitraire, lorsqu'ils apprirent que la commission du banquet avait fait disparaître les préparatifs de la réunion.

Mais le parti républicain, qui s'était tenu en dehors des événements, se tint prêt à agir. Les sociétés secrètes, qui avaient de nombreuses ramifications parmi les ouvriers, se décidèrent à se porter au lieu du rendez-vous, sans armes et par petits groupes, pour agir sur l'esprit des masses, profiler des circonstances, et imprimer une direction au mouvement.

[4] Odilon Barrot (1791-1873) était le chef de l'opposition modérée sous Louis-Philippe.

[5] À l'époque, c'était surtout un lieu de promenade, réaménagé en 1818 (construction de la chaussée centrale et des allées) et en 1839 (fontaines, bordures, contre-allées en bitume). On y trouvait sept pavillons de fêtes construits sur un terrain de la ville en concession pour trente-six ans, et suivant les plans approuvés par la mairie de Paris.

[6] La garde nationale, issue des anciennes milices municipales, naît dès les premiers jours de la révolution de 1789. Elle est réorganisée sous la monarchie de Juillet dans un sens élitiste et censitaire. La république introduit une nouvelle organisation, fondée sur le service universel masculin ; c'était reconnaître le résultat des combats des 23 et 24 février, pendant lesquels toutes sortes de combattants avaient fini par se confondre et se mêler, "hommes en blouses", gardes nationaux patentés et en uniforme, etc. À Paris, les légions de la garde nationale correspondent aux douze arrondissements de l'époque et sont organisées en bataillons correspondant aux 48 quartiers de la ville, divisés à leur tour en compagnies reliées à des portions de quartier. Tous les hommes de 20 à 55 ans sont invités à s'inscrire sur les listes et l'on prévoit une organisation démocratique : les officiers sont élus par les hommes des compagnies (cf. Louis Hincker, *Citoyens-combattants. Paris, 1848-1851*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, à paraître en 2008).

La veille du jour fixé pour le banquet, une réunion de conspirateurs et de journalistes républicains eut lieu dans les bureaux de la *Réforme*[7]. Ledru-Rollin, Flocon, Louis Blanc, Rey, Baune, Thoré, Lagrange, Caussidière, s'y trouvaient avec Albert et d'autres ouvriers, très influents dans leurs quartiers. C'est de cette réunion que partit la volonté de renverser la monarchie.
Le Peuple ne se laissa pas non plus arrêter par les tergiversations de ses représentants. Dans la matinée du mardi 22, des groupes nombreux d'ouvriers se répandirent sur les boulevards et dans les environs des Champs-Élysées. À dix heures des étudiants, au nombre de 450, partent de la place du Panthéon et se réunissent sur les quais à un cortège de plus de deux mille ouvriers descendus des faubourgs. La colonne se dirige, par la rue Saint-Honoré, vers la place de la Madeleine, aux cris de "Vive la réforme ! à bas Guizot !" et s'avance bientôt jusqu'à la place de la Concorde en chantant la Marseillaise ; elle est arrêtée à l'entrée du pont par de forts détachements de la garde municipale. Quelques jeunes gens forcent le passage ; la colonne les suit et envahit la Chambre, mais les députés n'étaient pas encore en séance ; le Peuple se retira.
Dans la prévision d'une lutte inévitable, le pouvoir avait réuni des forces imposantes. Vingt-sept mille hommes occupaient les forts. Le général Perrot, le même qui commanda le fort de Vincennes et l'attaque du faubourg Saint-Antoine en juin, avait rendu la chambre inabordable. Mais partout, sur le passage des troupes, le Peuple criait : "Vive la ligne ! Vivent les dragons !" Ces témoignages de sympathie rappelaient aux soldats leur véritable devoir ; ils passaient silencieusement au milieu de la foule, protestant peut-être intérieurement contre cette loi maudite, qui les force, eux, enfants du Peuple, à se faire l'instrument servile de toutes les tyrannies.
Depuis 1830, dans les précédentes émeutes, la troupe avait toujours eu besoin, pour tirer sur le Peuple, de se sentir excusée par la complicité de la garde nationale. Jamais celle-ci n'avait manqué de répondre aux appels du pouvoir. Cette fois cependant elle n'avait pas été convoquée ; on la redoutait, et peut-être, avec quelque raison. La petite bourgeoisie était devenue hostile non pas à la royauté, mais au ministère.
Cependant la Chambre entrait en séance. Odilon Barrot et ses amis crurent avoir satisfait l'opinion publique en demandant formellement la mise en accusation du ministère. M. Guizot parcourut cette demande, déposée sur le bureau, et se retira en souriant. Une accusation du ministère était puérile en présence de l'inébranlable majorité qui l'avait toujours soutenu, et l'opposition ajoutait un ridicule à sa défaite. La chambre entama une discussion sur le privilège des banques : pas un mot sur les événements qui préoccupaient les esprits.
Mais au dehors l'agitation croissait d'heure en heure : des barricades s'élevaient rue Saint-Honoré ; le peuple pénétra dans quelque boutiques d'armuriers, et on se partagea les armes. Les rassemblements dissipés par les charges du cavalerie se reformaient sur d'autres points, et bientôt le mouvement se répandit dans tout Paris. À l'exception d'un poste de municipaux désarmé au carré Marigny, aucun engagement n'avait eu lieu, et cependant le Peuple comptait déjà de nombreux blessés. Des femmes avaient été tuées rue Saint-Honoré. Néanmoins la ligne et les dragons étaient partout accueillis par des vivats, et la colère du peuple se portait seulement sur les municipaux dont la sauvage brutalité exaspérait les plus impitoyables amis de l'ordre.
Vers cinq heures, Berger[8], maire du deuxième arrondissement[9], fait battre le rappel ; les gardes nationaux s'arment et fraternisent avec la troupe. Le peuple désarma quelques compagnies, mais des cris de "Vive la réforme !" partis des rangs de la garde nationale, lui firent oublier ses défiances, et la même cordialité accueillit partout la garde nationale et la ligne.

[7] *La Réforme*, quotidien fondé en 1843, était l'expression de la gauche républicaine sous Louis-Philippe.
[8] Jean-Jacques Berger (1790-1859),le "maire des barricades" comme il se nommait lui-même, avait obtenu sa charge pour la première fois en 1830, pour ses mérites de combattant dans la révolution de Juillet. Il la perd en raison de ses opinions vis-à-vis du nouveau régime, mais il la récupère en 1847, quand désormais il est dans les rangs de l'opposition dynastique (c'est-à-dire conservatrice).
[9] Aujourd'hui, le IX^{e} arrondissement.

Cependant, Louis-Philippe, qui le matin s'égayait fort en parlant du banquet, perdait peu à peu son assurance. À huit heures, suivi de ses fils, il passa en revue dix mille hommes rassemblés au Carrousel. On dit qu'il offrit le commandement militaire de Paris au maréchal Bugeaud, dont le dévouement s'était traduit sous le ministère Thiers[10] par les massacres de la rue Transnonain : Pouvez-vous me répondre du succès, lui dit-il ? — Sire, aurait répliqué le maréchal, tout ce que je puis vous promettre, c'est qu'il y aura vingt mille hommes tués.

Barricade de la Porte Saint-Denis (23 juin 1848)

Le gouvernement provisoire (24 février-10 mai 1848)
De gauche à droite : Ferdinand Flocon, Jacques Dupont de l'Eure, Alexandre Martin Albert dit l'ouvrier.
Au milieu : Louis Blanc, Adolphe Crémieux, Ledru-Rollin et Garnier-Pagès.
En bas : Pierre Thomas Marie, François Arago, Lamartine et Armand Marrast.

[10] Adolphe Thiers (1797-1877), célèbre pour son Histoire de la Révolution française (1827), à la tête, comme ministre de l'Intérieur, de la répression des émeutes républicaines de 1834, à Paris et à Lyon. Le maréchal Bugeaud (1784-1849), l'un des principaux généraux de la conquête de l'Algérie, est battu par la révolution de Février mais réussit à se faire élire représentant en novembre 1848.

3. Biographies

Louis Auguste Blanqui

Louis Auguste Blanqui est né en 1805. Il est le fils d'un député de la Convention d'origine italienne qui vota la mort de Louis XVI. Après des études de droit et de médecine, il se lance très tôt dans la politique défendant un républicanisme révolutionnaire.

Il adhère à la *Charbonnerie* (Société secrète d'origine italienne opposée à la restauration de la monarchie) et s'affirme après 1830 comme l'un des chefs de l'opposition républicaine, puis du mouvement socialiste. Sa vie n'est qu'une succession de conspirations et d'emprisonnements. Auguste Blanqui participe aux côtés des insurgés aux journées de juillet 1830, puis se consacre tout entier à l'organisation des républicains. Il adhère à la *Société des amis du peuple*, subit l'influence de Philippe Buonarroti et s'oriente vers le socialisme.

En 1832, il est l'un des "accusés du procès des Quinze" et, en 1836, de l'"Affaire des poudres". L'échec de l'insurrection qu'il tente en 1839, avec la Société des saisons, lui vaut la prison au Mont-Saint-Michel. Gracié en 1844, il reprend son activité militante. Lors de la révolution de 1848, il est déjà un théoricien influent d'un des courants socialistes (plus tard baptisé "des utopistes"), bientôt désigné sous le nom de blanquisme. Il commence à écrire une *Histoire de la révolution* (1847). Animateur des clubs, il est parmi les inspirateurs et les dirigeants des manifestations ouvrières de février à mai 1848.

Arrêté après la journée du 15 mai, condamné à 10 ans de détention, il est enfermé à Belle-Île, puis en Corse et en Afrique. De son cachot de Belle-Île, Blanqui écrit en juin 1852 : "*Ils proscrivent les termes prolétaires et bourgeois. Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc que nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ?*".

Amnistié en 1859, c'est à partir de 1860 qu'il exerce l'influence la plus grande dans les milieux révolutionnaires, où on le surnomme "l'Enfermé" ou "le Martyr". Arrêté de nouveau en 1861, il s'évade en 1865 et doit se réfugier en Belgique. Il continue sa propagande depuis son exil, jusqu'à l'amnistie générale de 1869. Revenu à Paris pendant la guerre de 1870, il fonde, après la révolution du 4 septembre, le journal *La Patrie en danger*, dans lequel il soutient l'effort de guerre du gouvernement.

Le 31 octobre, il tente sans succès un coup de main sur l'Hôtel de Ville. Arrêté et emprisonné sur ordre d'Adolphe Thiers à la veille du 18 mars 1871, il est considéré par une majorité de communards comme leur chef de file. Condamné à la déportation, mais incarcéré pour raison de santé, il est libéré en 1879. Il termine sa vie en dirigeant un journal, *Ni Dieu ni maître*. Il meurt d'une crise d'apoplexie le 1er janvier 1881. Ses obsèques seront suivies par cent mille personnes. Ses essais ont été réunis après sa mort sous le titre de *la Critique sociale*.

François-Vincent Raspail

François-Vincent Raspail est né à Carpentras en 1794. Il monte à Paris en 1816, entreprendre des études juridiques. Admis au collège Stanislas, il en est expulsé pour avoir écrit des pamphlets républicains.

En 1821, il édite l'ouvrage, *Les Missionnaires en opposition avec les bonnes mœurs*, véritable brûlot, qui fait scandale et occasionne une levée de boucliers. Il adhère à la *Charbonnerie*, société secrète conspirant contre le régime en place, organisée sur le modèle italien des "Ventes" (Une vente est une cellule de quelques conjurés). À plusieurs reprises, il sera incarcéré sous la Monarchie de Juillet comme Carbonaro.

En 1830, l'ardent républicain qu'est Raspail, se joint au peuple parisien lors des Trois Glorieuses, les 29, 30 et 31 juillet, journées qui voient la chute du roi Charles X. Il est sérieusement blessé sur une barricade. À peine remis, il fonde un journal d'opposition républicaine, *Le Réformateur*, il présidera la *Société des Amis du Peuple*. En 1832, cette société est dissoute par le nouveau pouvoir qui le fait condamner à quinze mois de prison et cinq cents francs d'amende pour "*offense au Roi*".

Raspail s'installe comme médecin en 1832 et accède à la notoriété par la publication de deux travaux, *Essai de chimie microscopique* (1830) et *Nouveau système de chimie organique* en 1833. Il est aussi préoccupé de questions sociales, et s'intéresse à la vie dans les prisons qu'il cite comme son "*second domicile*". Il se préoccupe également de la vie au travail et dans les manufactures où l'on meure beaucoup avant l'âge. On lui doit un ouvrage intitulé *Du bon usage de la Prison* (1834).

En 1848, il est un des premiers à proclamer la République le 22 février. Fin 1848, Raspail fonde un nouveau journal, *L'Ami du peuple*. Il sera candidat socialiste à la présidence, mais n'est pas élu. En mai 1848, il est arrêté et condamné à six ans de prison en 1849. Mais sa peine est commuée en bannissement, il s'exile alors en Belgique pendant dix ans. Après l'amnistie, il devient député en 1869 jusqu'à 1878. Raspail fustige et condamne la répression sanglante de la Commune de Paris ainsi que la réaction qui s'en suit. Ces prises de position lui valent encore des déboires judiciaires. Il meurt le 7 janvier 1878 à Arcueil.

Armand Barbès

Barbès est un homme politique français né à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, en 1809 et mort à La Haye en 1870.

Venu à Paris en 1831, il adhère à la *Société des droits de l'homme* devient un des chefs de l'opposition républicaine et participe avec Blanqui à plusieurs conspirations contre Louis-Philippe. Il prend la tête de l'insurrection du 12 mai 1839 avec Blanqui et Martin Bernard et est condamné à mort. Mais, sur l'intervention de Victor Hugo et de Lamartine, sa peine est commuée en détention perpétuelle.

Face aux attentats incessants et aux émeutes à répétition, les gouvernants conservateurs de la fin des années 1830 veulent mettre un terme au régime pénitentiaire spécial élaboré par Adolphe Thiers. Les quartiers de condamnés politiques apparaissent suspects car commodes pour fomenter des complots. L'"isolement continu" des condamnés dans des cellules séparées s'impose.

La Monarchie de Juillet expédie loin de Paris, sur l'îlot entouré de murailles du Mont-Saint-Michel, les opposants les plus dangereux : meneurs républicains, détenteurs de poudre et de munitions soupçonnés de préparer des "machines infernales" ou des tentatives de régicide et condamnés à mort graciés. Au total, trente-huit détenus entre 1838 et 1844, travailleurs manuels de la capitale pour la plupart et âgés en moyenne de 27 ans et demi. En plaçant les détenus dans le silence et l'isolement et en brisant les tempéraments les mieux trempés, la prison parviendra-telle à maîtriser la menace révolutionnaire politique et sociale ?

Armand Barbès, condamné à mort en 1839 pour tentative d'insurrection et amnistié par Louis-Philippe, est envoyé au Mont-Saint-Michel le 17 juillet 1839 avec trois autres condamnés dont Martin Bernard, qui laissera un récit détaillé de son séjour. Blanqui et cinq autres insurgés les rejoignent le 6 février 1840.

Les détenus luttent dès leur arrivée contre les rigueurs de l'isolement cellulaire, se parlant par les croisées, les conduits de cheminée et à travers les parois et contactant aussi les habitants du Mont. Barbès, Martin Bernard et Delsade réussissent à ouvrir les portes de leurs chambres pour se réunir. Découverts en avril 1841, ils sont sanctionnés par un premier emprisonnement dans les loges du Mont.

L'administration fait alors équiper leurs cellules du Petit et du Grand Exil de doubles grilles, pour empêcher les prisonniers de s'approcher des croisées. Dans la nuit du 10 au 11 février 1842, Barbès, Blanqui et quelques autres tentent de s'évader, par temps de brouillard, à l'aide d'une corde de draps noués. Barbès descend le premier mais se blesse en tombant et fait échouer la tentative. Tous sont à nouveau enfermés dans les loges où Barbès contracte cette fois la phtisie. Toute la presse d'opposition condamne le régime cellulaire et les doubles grilles.

Barbès est libéré par la révolution de 1848. Président du club de la Révolution, il devient vite très populaire, mais se brouille avec Blanqui. Élu député de l'Aude, il siège à l'extrême gauche et tente, le 15 mai 1848, de constituer un gouvernement insurrectionnel à l'Hôtel de Ville. De nouveau condamné à la détention perpétuelle, il est emprisonné en 1849 à Belle-Île-en-Mer. Grâcié par Napoléon III en 1854 ; mis en liberté de force, il préfère à la France du second Empire un long exil aux Pays-Bas, où il mourra.

Alexandre Martin, dit l'ouvrier Albert

Alexandre Martin est né dans l'Oise en 1815. Ouvrier mécanicien-modeleur, membre du Conseil des Prud'hommes de la Seine, il a participé à la révolution de 1830. Il est très lié avec Louis Blanc avec qui il partage les mêmes convictions socialistes, c'est grâce à ce dernier qu'il intègre le gouvernement provisoire de 1848. Il est l'instigateur avec Blanqui et Barbès des journées d'émeute du 15 mai.

Quand, le 24 février, la victoire fut restée au peuple, et qu'on organisa au Palais-Bourbon et à l'Hôtel-de-Ville un gouvernement provisoire, l'ouvrier Albert y entra. Les ennemis de la république naissante cherchèrent à le nier et contestèrent à Albert sa qualité d'ouvrier. Il répondit par la note suivante :
"Albert (Alexandre-Martin), né à Bury (Oise), en 1815, d'un père cultivateur, a commencé son apprentissage chez un de ses oncles, le citoyen Ribou, mécanicien, rue Basse-des-Ursins, 21. Depuis, il a parcouru successivement plusieurs ateliers, parmi lesquels il faut citer celui du citoyen Péqueur, mécanicien, près du marché Popincourt, et celui du citoyen Margox, rue Ménilmontant, 21. Enfin, la veille même du jour qui vit triompher la République, le citoyen Albert travaillait comme mécanicien dans la fabrique de boutons du citoyen Bapterosse, rue de la Muette, 16, où se trouvent encore aujourd'hui sa blouse et son pantalon de travail."

Depuis de longues années, son temps se partageait entre les travaux de l'atelier et les conciliabules républicains. Son influence était immense dans les grands centres d'industrie, à Paris, Lyon, Rouen.

Ce fut lui qui, en 1834, fut chargé de conduire à Lyon, où ils étaient réclamés, Guinard et Godefroy Cavaignac, qui seuls paraissaient capables soit de contenir avec autorité

ceux qui se laissaient emporter par une ardeur aveugle et sauvage, soit de donner au mouvement une impulsion assez vigoureuse pour le pousser jusqu'au succès. C'est aux ouvriers principalement qu'est due l'élection d'Albert à la représentation nationale. Après le vote du 8 mai, il s'est démis des fonctions de vice-président de la commission du Luxembourg.

Le 15 mai, il prévit les malheurs qui pouvaient résulter de la grande manifestation en faveur de la Pologne. Il vit les fautes que commettaient par irréflexion et le président de l'Assemblée et la Commission exécutive. Il reçut les délégués des clubs et montra inutilement l'exemple de la conduite la plus sage à tenir. Alors on ne comprit pas qu'un règlement n'est que pour les circonstances ordinaires, et qu'en ce jour il pouvait dormir pour reprendre toute sa vigueur le lendemain. La salle fut envahie.

D'après la *Biographie parlementaire des représentants du peuple à l'Assemblée nationale constituante de 1848*, rédigée par une société de publicistes et d'hommes de lettres, 1848.

Louis Blanc

Journaliste, il est gagné au socialisme, dont il devient l'un des penseurs, dès 1839, avec son ouvrage sur *l'Organisation du travail,* dans laquelle il expose les idées qu'il reprendra en 1848 avec la notion de droit au travail ("à chacun selon ses besoins ; à chacun selon ses facultés"). Il y fait une critique très violente de la concurrence, "système d'extermination", et y dénonce la bourgeoisie "cause sans cesse agissante d'appauvrissement et de ruine".

Le caractère original de la pensée économique de Louis Blanc réside dans l'idée que l'État constitue un des instruments nécessaires de la réforme sociale. C'est à cela qu'il doit d'avoir laissé un nom dans l'histoire du socialisme autant qu'à son ouvrage, dans lequel il préconise la constitution, dans chacune des principales branches de l'activité économique, d'une association ouvrière de production, l'atelier social.

En 1839, il fonde *la Revue du progrès politique, social et littéraire,* puis le *Journal du peuple,* puis, avec Pierre Leroux et George Sand, il publie la *Revue indépendante* (1841-1848). Son *Histoire de dix ans* (1841-1844) contribue au succès de l'opposition contre la monarchie de Juillet. On lui doit, en outre, une *Histoire de la Révolution française,* écrite de 1847 à 1862.

En février 1848, il est membre du gouvernement provisoire, imposé par les ouvriers et la rédaction du journal *la Réforme* aux républicains parlementaires. Il préside la Commission du gouvernement des travailleurs (ou Commission du Luxembourg), mais son projet de créer des coopératives ouvrières et des ateliers sociaux, financés et encadrés par l'État est dénaturé : les ateliers nationaux, créés par le gouvernement provisoire, organisés en dehors de lui et contre les socialistes, seront bientôt voués à l'échec.

Les journées de juin 1848, auxquelles il ne prend aucune part, le contraignent cependant à l'exil en Grande Bretagne d'où il ne rentre qu'en 1870. Élu député de la Seine à l'Assemblée nationale, il siège à l'extrême gauche, mais il a désapprouvé la Commune.

4. Glossaire

Ateliers nationaux

L'engagement de donner du travail aux ouvriers fut pris le 25 février ; le 27 février et le 6 mars parurent un décret et un arrêté relatifs à des ateliers de terrassement. Le soin en fut confié à Marie, ministre des Travaux publics, républicain des plus modérés, — pour les modérés, l'un des avantages des Ateliers nationaux était d'éloigner les ouvriers des clubs. Marie recruta l'ingénieur Émile Thomas, auteur d'une *Histoire des Ateliers nationaux,* [qui] enrôla les ouvriers chômeurs de Paris et de la banlieue, de toutes professions, dans des ateliers organisés par arrondissement – les communes de banlieue étant rattachées aux douze arrondissements parisiens ou regroupées dans les 13e et 14e arrondissements – et les répartit en escouades, brigades, lieutenances et compagnies, dont l'encadrement fut confié à des élèves ingénieurs de l'École centrale. Le nombre des ouvriers enrôlés, qui touchaient 2 francs par jour, ainsi que des secours en nature, ne cessa d'augmenter : environ 50 000 le 9 avril, 66 000 à la fin du mois, près de 120 000 à la mi-juin. Dans un rapport du 10 avril, Thomas exposa la nature des travaux accomplis (plantations d'arbres, extraction de cailloux, terrassements, etc.), et conclut que ces travaux étaient "à peu d'exceptions près, parfaitement inutiles, ou [que] du moins le capital en sera un capital mort".
En outre, les chantiers n'étant pas assez nombreux, une forte proportion d'ouvriers des Ateliers restait inactive ; en avril, en une journée, seuls 14 000 pouvaient travailler et Émile Thomas organisa un système de rotation [...]. Pour Thomas, une des principales causes de l'échec résidait dans "l'inertie et le mauvais vouloir notoire" du corps des Ponts et Chaussées, cette "organisation puissante et privilégiée", qui faisait tout pour faire échouer les Ateliers nationaux, qui n'avaient pourtant rien à voir avec les Ateliers sociaux de Louis Blanc, dont Émile Thomas récusait d'ailleurs le modèle.
Mais, d'après Proudhon, Thomas était un incompétent, bon uniquement à faire "des promesses non suivies d'effet".
Pourtant Thomas croyait à l'utilité des Ateliers nationaux ; on ne pouvait pas, estimait-il, en supprimer le budget, "car on ne peut pas supprimer la faim". Il souhaitait parvenir à contrôler moralement les ouvriers en leur offrant des travaux d'une utilité réelle ; il pensait recourir aux 20 000 ouvriers du bâtiment pour construire "des quartiers ouvriers", faire creuser un canal souterrain pour assurer la jonction entre la haute et la basse Seine, créer des docks secs dans les carrières d'Ivry, construire des lignes de chemins de fer. Il créa un atelier de cordonniers et un de tailleurs, afin de pouvoir chausser et vêtir des ouvriers misérables, dont certains ne pouvaient aller travailler, faute de souliers ou d'habits ; il eut, dit-il, le plus grand mal à faire fonctionner ces ateliers, car les ouvriers compétents ne voulaient pas "prostituer leur talent" en travaillant au tarif fixé. Thomas dit encore s'être heurté à une autre difficulté : les ouvriers du Luxembourg venaient sur les chantiers des Ateliers nationaux pour débaucher les ouvriers et les entraîner dans des manifestations, tentatives qui se soldèrent généralement par des échecs ; Thomas interdit la formation des clubs au sein des Ateliers, qui ne devaient posséder qu'un seul club, le comité des délégués d'arrondissements.
Thomas fut encore plus amer quand Ulysse Trélat, sur lequel il a laissé le plus noir témoignage, succéda à Marie. Le 24 mai, Trélat parla de fermer les Ateliers nationaux, de faire partir les ouvriers soit en province soit à l'Armée. Le 25, l'Assemblée nationale, où Falloux, membre de la Commission du Travail, joua un rôle déterminant, décida de former au sein du ministère des Travaux publics une Commission des Ateliers nationaux qui devait proposer "des mesures pour diminuer les charges pesant sur l'État", sans toutefois "porter atteinte au principe sacré de la garantie du travail", était-il précisé. Le lendemain, Émile Thomas fut contraint de donner sa démission et conduit de force à Bordeaux pour s'occuper du prolongement du canal des Landes, ce qu'il

refusa de faire. [...] On trouva un successeur à Thomas, Léon Lalanne, et le 21 juin, à l'instigation la Commission du Travail, fut signé le décret qui, en obligeant les ouvriers à s'enrôler dans l'armée ou à partir en province, équivalait à une mesure de fermeture des Ateliers nationaux.

Banquets

Les réunions politiques étant interdites, en 1847, les partisans de la Réforme électorale organisèrent des banquets, les toasts tenant lieu de discours ; d'après Flaubert, les orateurs abusaient d'une rhétorique pompeuse et d'expressions comme "le timon de l'État" ou "l'abîme où nous courons". Entamée à Paris, le 9 juillet 1847, la campagne des banquets en compta 70, organisés dans 28 départements, certains organisateurs souhaitaient aller au-delà de la Réforme, ce qui provoqua quelques incidents, les membres de la Gauche dynastique reculant devant les revendications radicales ou socialistes.

Un banquet populaire devait être organisé dans le XII^{e} arrondissement de Paris (actuel V^{e}), mais il fut interdit par le préfet la police. Au nom de la Liberté, des députés de la Gauche dynastique et du centre gauche décidèrent de passer outre, mais, pour marquer leurs distances avec les extrémistes, ils fixèrent une contribution élevée, six francs, et, par prudence, choisirent le quartier périphérique des Champs-Élysées. Puis, inquiets de la montée de l'agitation populaire, le 19 février, ils s'entendirent avec la préfecture de police : dès le commencement du banquet, un commissaire viendrait constater la contravention à un arrêté préfectoral ; le leader de l'opposition dynastique, Odilon Barrot – que Baudelaire comparait à "une grosse poupée de carton" – protesterait pour le principe, mais demanderait aux dîneurs de se disperser. Cette transaction heurta les républicains, qui décidèrent de maintenir, parallèlement au banquet, une vaste manifestation populaire, à laquelle furent conviés les jeunes gens des Écoles et les gardes nationaux. Le 20, le préfet de police rappela l'ordonnance du 13 juillet 1831 sur les attroupements, qui devait être "de nouveau imprimée et affichée dans Paris et dans les communes du ressort de la préfecture de police". Malgré tout, Marrast élabora un programme, publié le 21 février par *Le National, La Réforme* et *La Démocratie pacifique,* qui, d'après Thureau-Dangin, était libellé comme "un ordre de bataille" ; le préfet de police, Delessert, y vit une incitation à compromettre "la tranquillité de la cité". La proclamation de Marrast rendit caduque l'accord du 19 ; dès le 21 au soir, Delessert lança une proclamation dénonçant les prétentions de l'opposition d'élever "un gouvernement à côté du gouvernement du pays" et interdit le banquet et la manifestation. De son côté, le général Jacqueminot rappela aux gardes nationaux qu'ils ne pouvaient se réunir que sur son ordre. Prise en tenaille entre la menace gouvernementale et la menace révolutionnaire, l'opposition dynastique décida d'annuler le banquet, ce qui provoqua une immense joie aux Tuileries, où le roi et la cour furent saisis d'"une sorte d'ivresse de sécurité", selon le mot de Louis Girard. Le préfet de police transmit à Duchatel, ministre de l'intérieur, des informations très rassurantes sur l'état d'esprit de la capitale ; aussi, les mesures de maintien de l'ordre qui avaient été prises furent annulées. Le 22, les manifestants affluèrent dans le quartier des Champs-Élysées ; ce fut le début des Journées de Février.

Barricades

1848 fut, en France et plus largement en Europe, l'année des barricades. Dans la nuit du 23 au 24 février, 1 574 barricades furent construites dans Paris. Leur localisation frappa les Parisiens, et, plus tard, les historiens ; en effet, le 22 février, les barricades apparurent au coin de la rue Duphot et de la rue Saint-Honoré et au coin de la rue de Rivoli et de la rue Saint-Florentin, dans un quartier peu habitué aux émeutes.

Dans la nuit du 23 au 24, elles gagnèrent des quartiers plus traditionnels, boulevard de Bonne-Nouvelle, faubourg Saint-Denis et le Quartier latin ; il y avait une barricade tous

les 20 mètres dans la rue Saint-Jacques et le carrefour de Buci avait été transformé en une sorte de “réduit fortifié” (Jean-Claude Caron) tenu par 400 jeunes gens.
Les barricades de Février furent vite considérées comme une entrave à la circulation et au ravitaillement ; les autorités prirent donc des mesures pour permettre aux malles-poste d’arriver au centre de Paris et aux charrois venus de banlieue de livrer du bois aux boulangeries. Le Gouvernement provisoire chargea “les élèves des écoles”, essentiellement les polytechniciens, de faire “ouvrir” les barricades situées “sur la ligne qui mène aux grands chantiers de bois”. Puis on songea à rendre à Paris sa physionomie habituelle. Le Gouvernement provisoire ne demanda pas explicitement la destruction des barricades, mais laissa entendre dans une proclamation que tel était son souhait : “les mains qui ont élevé les barricades ont, dans plusieurs endroits, fait dans ces barricades une ouverture assez large pour le libre passage des voitures de transport” ; il convenait que cet exemple fût “suivi partout”, afin que Paris retrouvât “son aspect accoutumé, le commerce, son activité et sa confiance”.
Le 27 février, dans le premier numéro du *Peuple constituant,* Lamennais s’inquiéta de “la destruction rapide des barricades”, qu’il considérait comme “les forts de la Liberté”. Paris connut un second fort épisode barricadier en juin 1848. Du 22 au 26 juin, fut établi, dit Emmanuel Fureix, “le réseau de barricades le plus dense de toutes les guerres civiles” ; ainsi, 65 barricades furent édifiées entre la barrière du trône et le faubourg-Saint-Antoine. La tradition révolutionnaire reprit alors ses droits, les barricades étant construites dans la partie orientale de la capitale – “cloaque à peine modifié par Rambuteau” (Pierre Pierrard), dont *L’Ère nouvelle* donna une description saisissante, le 16 septembre – la ligne la plus avancée s’établissant dans le IV^{e} arrondissement, à hauteur de la place des Vosges. Laurent Clavier et Louis Hincker insistent sur un caractère nouveau : les barricades débordèrent dans des faubourgs et dans la banlieue immédiate, où on ne les voyait pas habituellement; les derniers combats se déroulèrent à Belleville.
En février comme en juin, les barricades offrirent des aspects divers. Certaines se présentaient comme de simples édicules ; d’autres hérissées de créneaux, percées de meurtrières, entourées de fossés, ressemblaient à des remparts ; elles atteignaient des hauteurs de trois à cinq mètres pour les plus formidables d’entre elles, Emmanuel Fureix en signale même de dix mètres de haut. Ces différences s’expliquent par les circonstances dans lesquelles elles furent érigées, par les compétences des personnes, souvent des gens unis par des liens de voisinage, qui les édifiaient, mais aussi par les fonctions qui leur étaient assignées (entraver les communications, appuyer une offensive, soutenir une résistance, servir de leurre). Les barricades étaient construites à l’aide de matériaux hétéroclites : des pierres de taille formaient le soubassement des plus imposantes, les pavés étant l’élément de base. Dans *Choses vues,* Victor Hugo cite le relevé d’un colonel du génie Leblanc, d’après lequel les 1574 barricades dressées dans Paris en février auraient nécessité l’emploi de 15 121 277 000 pavés, information qui paraît incroyable bien que des rues, comme la rue Saint-Jacques, aient été entièrement dépavées (Jules Ducamp, lui, parle de 400 000 pavés). Les insurgés utilisaient aussi des planches de chantiers des volets, des auvents, des poutres, des échelles, éléments de vespasiennes, des tonneaux. Pour les ouvrages plus importants, ils prenaient des charrettes, des chariots, voire des omnibus, eux-mêmes remplis de pavés, et sciaient des troncs d’arbre – d’après le colonel Leblanc, 4013 arbres furent abattus dans Paris en février ; on signale même une barricade édifiée autour d’une locomotive. Les barricades de juin furent non seulement plus nombreuses, mais encore plus hautes et plus massives que celles de février ; certaines étaient consolidées par du plâtre et formaient, dit *Le Peuple constituant* du 28 juin 1848, “d’énormes murs sur lesquels l’action du canon était nulle” ; en outre, les barricades les plus élaborées étaient inclinées de manière à faire ricocher les boulets.
Ces véritables ouvrages d’art furent édifiés avec une rapidité et un savoir-faire qui stupéfièrent les témoins. Au sommet des barricades flottaient des drapeaux. Contrairement à une idée reçue, en juin, les drapeaux tricolores furent plus nombreux

que les drapeaux rouges ; on voyait aussi des drapeaux des Ateliers nationaux et des bannières portant l'inscription "Du travail ou la mort". Certaines barricades accueillirent des combattants en grand nombre, par exemple 300 à la barricade du Petit-Pont, le 23 juin. En général, il s'agissait d'hommes, mais les femmes n'étaient pas totalement absentes, assurant le ravitaillement, s'occupant des blessés et combattant parfois. [...]

Clubs

Dès la proclamation de la République, les clubs se multiplièrent dans Paris ; d'après Alphonse Lucas, plus de 250 clubs furent fondés en moins d'un mois et, peu après, la capitale en compta 450. Le Peuple souverain les considérait comme "les barricades vivantes de la démocratie", comme la seconde Assemblée nationale (26 mars). Sous le gouvernement provisoire, dit Lucas, "tous ceux qui pouvaient disposer d'une salle quelconque, de trois tonneaux, d'une planche, de quelques chaises et d'une sonnette improvisaient un club". Les assemblées se tenaient dans des lieux très divers, mais, en principe, jamais dans les églises : quoique voltairien, le maire de Paris, Marrast, avait pris un arrêté en ce sens, au nom de la liberté des cultes (17 mars). La province possédait aussi ses clubs ; il y en avait six à Strasbourg ; le club d'Arbois, quant à lui, se tenait dans la chapelle du collège.
Il existait des clubs de femmes, des clubs d'étrangers, comme la *Société démocratique allemande*, le *Club de l'émigration polonaise*, la *Société patriotique belge* ou le *club démocratique ibérique*. Les clubs les plus importants et les plus fréquentés étaient *le club de la Révolution* de Barbès, les *Amis du Peuple* de Raspail, la *Société fraternelle centrale* de Cabet, où se réunissaient parfois de 3 000 à 5 000 personnes, et la *Société républicaine centrale* de Blanqui, dont l'assistance ne dépassait en général pas un millier d'auditeurs. Quelques clubs possédaient leur propre organe, par exemple le *club des Travailleurs libres* publiait le *Peuple souverain.* Certains clubs effrayaient les bourgeois parce que leurs membres portaient le bonnet rouge, comme au *club Franklin*, ou qu'ils tenaient des propos effrayants – du moins le rapportait-on. Au *Club de la Montagne*, l'ancien abbé Constant aurait juré de "faire bouillir le sang des aristocrates" et d'en faire "du boudin pour rassassier les prolétaires affamés". [...] Assez vite, l'agitation qui régnait dans certains clubs alarma le Gouvernement provisoire ; le 19 avril, tout en proclamant que "la République vit de liberté et de discussion", il demanda qu'il n'y eût plus de délibérations "en armes". Le décret du 28 juillet restreignit la liberté des clubs et interdit aux femmes et aux mineurs d'en être membres et d'assister à leurs séances.

Garde nationale fixe

Milice citoyenne ayant réprimé de nombreuses émeutes durant la Monarchie de Juillet, la garde nationale de Paris fraternisa avec la foule le 23 février. Consciente, dit Maurice Agulhon, que le pouvoir ne comptait pas sur elle pour se battre contre des "communistes", mais "pour défendre Guizot contre des citoyens comme eux, partisans de la réforme", elle refusa, ouvrant ainsi la voie à la Révolution. Le Gouvernement provisoire démocratisa la garde nationale en y incluant tous les hommes de 20 à 55 ans, – "la garde absorbée par le peuple" –, ce qui fit monter les effectifs, qui étaient de 56 751 hommes le 1er janvier à 190 299 hommes le 18 mars ; en juin, on comptait 237 000 gardes. La part des nouveaux gardes varia selon le degré d'aisance des arrondissements et donc des légions. La République dut se charger de l'équipement des citoyens les moins fortunés et distribua 106 000 fusils. L'élection des officiers se déroula le 15 avril. Comme les régiments de l'armée, les légions de la garde parisienne reçurent leurs drapeaux lors de la fête de la Fraternité du 20 avril. Le 15 mai, la garde nationale mit du temps à réagir et ne put empêcher l'invasion de l'Assemblée nationale ; l'attitude du général Courtais fut ambiguë (il fut d'ailleurs destitué au

profit de Clément Thomas, colonel de la 2e légion, puis arrêté) et il y avait des gardes en tenue parmi les manifestants. Finalement, dit Louis Girard, toutes les légions entrèrent en action, y compris la 12e, dont de nombreux chefs étaient pourtant absents. Des communes de banlieue et de province envoyèrent des gardes, dont certains n'arrivèrent que dans la soirée du 16 mai.
En juin, dans les quartiers insurgés, de nombreux gardes passèrent du côté de l'émeute, croyant, selon Louis Girard, "à un nouveau 24 février" ; ceux qui répondaient à l'appel du tambour étaient frappés par la réprobation publique et menacés. Les 8e et 12e légions étaient acquises à l'émeute, tandis que les 5e, 6e, 9e et 11e y inclinaient ; le représentant Galy-Cazalat affirma que sur 28 000 gardes de la 6e légion, 1 000 au maximum combattirent contre les insurgés. Les légions de l'Ouest envoyèrent une partie de leurs effectifs à l'Est ; toutefois, de nombreux gardes des légions aisées se contentèrent de garder leurs quartiers. [...]

Gouvernement provisoire

Le Gouvernement provisoire – dont le véritable nom était la "Commission pour le pouvoir exécutif" et qu'on appela parfois "la commission des Onze" – fut formé le 24 février, tout d'abord à la Chambre des députés, où furent acclamés sept noms (Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie, Crémieux), puis à l'Hôtel de Ville, lieu imposé par le peuple, qui craignait de voir se produire l'escamotage de la République, comme en 1830. Là, sur la pression de journalistes de *La Réforme* et de membres des états-majors des anciennes sociétés secrètes (la *Société des Droits de l'Homme* et la *Société des Familles*), furent ajoutées des personnalités correspondant aux attentes populaires : Marrast et Flocon, surtout Albert et Louis Blanc. Tout d'abord considérés comme les secrétaires du Gouvernement provisoire, ils en devinrent membres à part entière dès le 26 février. Le 24, la question était de savoir si la République serait proclamée. Lamartine, qui estimait que c'était au pays tout entier de trancher, imposa une "formule transactionnelle" (Georges Weill) : "Le Gouvernement provisoire veut la république, sauf ratification du peuple français, qui va être immédiatement consulté". En fait, la République fut officiellement proclamée dès le lendemain.
Certains membres du Gouvernement provisoire furent aussi ministres dès l'origine (Lamartine aux Affaires étrangères ; Crémieux à la Justice ; Ledru-Rollin à l'Intérieur ; Arago à la Marine ; Marie aux Travaux publics) ; Garnier-Pagès devint très vite ministre des Finances, après la démission de Goudchaux, le 5 mars. L'âge de Dupont de l'Eure – ce vétéran de la Grande Révolution avait 81 ans – le fit cantonner dans une position purement honorifique. Quant à Albert, Louis Blanc et Flocon, ils furent jugés trop engagés à l'extrême gauche pour recevoir un ministère. Par ailleurs plusieurs ministres n'appartenaient pas au Gouvernement provisoire (Bethmont au Commerce ; Carnot à l'Instruction publique ; Bedeau à la Guerre) ainsi que deux sous-secrétaires d'État (Charras à la Guerre ; Schœlcher à la Marine).

Suffrage universel

La Constitution du 24 juin 1793 avait proclamé l'universalité du suffrage (art. 4), mais elle n'avait jamais été appliquée et le suffrage censitaire avait triomphé durant plus d'un demi-siècle, notablement élargi, il est vrai, pour les élections municipales par la loi du 21 mars 1831. Le suffrage universel "unisexuel" (Jules Tixerant) fut établi en 1848 et ne fut jamais remis en cause, à l'exception d'une mesure de resserrement du corps électoral adoptée le 31 mai 1850, qui, sans renier le principe de l'universalité du suffrage, rendit impossible l'inscription des indigents sur listes électorales ; cette loi de 1850 fut abrogée par Louis-Napoléon Bonaparte lors du coup d'État du deux décembre 1851.
La réforme électorale – la Réforme – fut une question centrale sous la Monarchie de Juillet, l'abaissement du cens devenant une revendication de plus en plus forte.

En 1848, le Gouvernement provisoire alla bien au-delà en proclamant le principe de l'universalité du suffrage le 2 mars, le décret n'étant signé que le 5. Comptant 13 articles, ce texte établit le suffrage "direct et universel", stipule que "sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant dans la commune depuis six mois, et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques" – l'âge de l'éligibilité étant fixé à 25 ans –, que "le scrutin sera secret", que "tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton, par scrutin de liste" et que "nul ne pourra être nommé représentant du peuple s'il ne réunit pas deux mille suffrages".
Le type de scrutin choisi, départemental et plurinominal, permettrait, espérait-on, d'échapper aux "élections de clocher" qui avaient caractérisé la Monarchie de Juillet.
Les membres du Gouvernement provisoire s'interrogèrent sur l'opportunité de faire voter les militaires, compte tenu des questions de discipline et d'organisation que cela pourrait entraîner, mais la volonté de se concilier l'armée l'emporta sur toutes les autres considérations. La question du vote féminin ne fut aucunement envisagée, sauf par une minorité de femmes et un nombre d'hommes encore plus restreint.
Le décret du 5 mars fit bondir le nombre des électeurs de 250 000 à plus de neuf millions. Non seulement la proclamation du suffrage universel constituait une reconnaissance de la souveraineté populaire, mais en outre elle semblait annoncer une pacification absolue de la vie politique – que les mois suivants devaient si cruellement démentir – puisque, désormais, toutes les questions pourraient trouver leur résolution dans les urnes, grâce au bulletin de vote. [...]
Au moment même où le suffrage "universel" fut proclamé, remarque Maurice Agulhon, personne ne semblait s'être "posé la question de l'état réel d'extension de la capacité" du suffrage et il fallut plusieurs jours pour que la presse d'extrême gauche s'avisât que le droit de vote avait été donné à "quelques millions de paysans qui n'étaient guère encore émancipés, ni des préjugés du passé, ni des notables d'aujourd'hui" en même temps qu'aux ouvriers parisiens ou lyonnais, qui eux, étaient conscients et formés politiquement. À droite aussi l'on s'inquiéta, mais pour des raisons opposées. Si la gauche redoutait que le vote populaire ne livrât le pouvoir aux notables traditionnels, la droite tremblait qu'il ne tombât aux mains des socialistes et des communistes. La bataille pour le report des élections fut engagée par la gauche et l'extrême gauche et Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, y consentit d'autant plus volontiers qu'organiser la consultation électorale était une tâche complexe ; d'ailleurs, lui-même souhaitait que les commissaires généraux de la République agissent auprès des populations. Après la manifestation populaire du 17 mars, répondant à celle des "Bonnets à poil", la date de la consultation électorale fut repoussée du 9 au 23 avril, ce qui, en fait, ne laissait guère la possibilité d'éduquer les électeurs et ne pouvait en rien satisfaire Blanqui, qui était favorable à l'établissement d'une dictature parisienne et estimait que le manque d'éducation intellectuelle et politique du peuple – notamment des paysans – ne lui permettrait pas de se prononcer en connaissance de cause. Le 16 avril, à son instigation, un long cortège ouvrier parti du Champ de Mars gagna l'Hôtel de Ville pour demander un nouveau report des élections. Cette journée fut marquée par des intrigues difficiles à démêler et par diverses rumeurs ; ainsi courut le bruit de l'assassinat de Ledru-Rollin et de Louis Blanc.
Le Gouvernement provisoire fit battre le rappel ; les gardes nationaux répondirent en nombre, acclamèrent le Gouvernement provisoire et crièrent "À bas les communistes", "Mort à Cabet", ce qui était, expose François Fourn, une manière d'atteindre Louis Blanc, souvent taxé de communisme, et la Commission du Luxembourg. Après le 16 avril, dit Georges Duveau, "une grande vague de réaction sociale" déferla sur le pays.

d'après *Les Mots de 1848* de Jacqueline Lalouette, Presses Universitaires du Mirail, 2007

II. Le Capital

1. Biographie de Karl Marx

Karl Marx nait à Trèves, en Rhénanie le 5 mai 1818. Son père est issu d'une famille de rabbins, mais s'est converti au protestantisme en 1816, afin de ne pas être contraint de renoncer à sa carrière de juriste. Marx arrive à l'université de Bonn, centre intellectuel de la Rhénanie, en 1835. Il y suit des cours de droit mais aussi de littérature et fréquente un club de jeunes poètes. En 1836, il quitte Bonn pour Berlin et soutient sa thèse de doctorat en philosophie à Iéna, *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure,* et s'apprête en 1841 à enseigner la philosophie. Mais il en est empêché par la recrudescence des mesures répressives du gouvernement prussien.

Il s'installe à Cologne, cœur économique de la Rhénanie, et collabore à la Gazette Rhénane. Il en devient le rédacteur en chef. Il y publie nombre d'articles, dont les plus connus portent sur les vols de bois et sur la censure. Il rédige un article intitulé "Remarques sur la nouvelle instruction prussienne relative à la censure" dans lequel il dénonce vigoureusement les taxes foncières du régime féodal et monarchique absolu.

En 1843, la *Gazette Rhénane* est interdite. Marx épouse Jenny von Westphalen, une amie d'enfance, fille d'aristocrates. Il est expulsé d'Allemagne et séjourne à Paris jusqu'en 1845, puis dans divers pays avant de se fixer à Londres en 1849. Il rédige *Une critique du droit politique hégélien*.

En 1844, paraissent deux textes, *La Question juive*, et la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. Fin août, Friedrich Engels, qui avait signé naguère quelques articles dans la Gazette Rhénane, vient rendre visite à Marx à Paris. Deux mois plus tard, ils ont achevé la rédaction de *La Sainte Famille*, ouvrage polémique" à quatre mains", dirigé contre les frères Bauer. C'est le début d'une collaboration qui durera quarante ans.

À la demande de Humboldt, l'ambassadeur de Prusse, Marx est expulsé de France en 1845. Il se rend alors à Bruxelles, où il rédige avec Engels, *L'Idéologie allemande*, ouvrage dans lequel sont jetées les bases du "matérialisme historique".

En 1847, il rédige *Misère de la philosophie*, en réponse à l'ouvrage que Proudhon avait fait paraître l'année précédente, sous le titre *Contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*.

En 1848, est publié le *Manifeste du Parti communiste* que Marx et Engels avaient rédigé dès la fin de l'année 1847, afin de répondre à la demande d'une société ouvrière internationale : la Ligue des Communistes. Marx rejoint l'Allemagne et fonde la Nouvelle Gazette Rhénane, qui disparaîtra dès mai 1849, après l'écrasement du soulèvement des provinces rhénanes.

En 1849, Marx se réfugie d'abord à Paris, d'où il est de nouveau expulsé, puis à Londres, où, désormais, il demeurera presque constamment, dans de grandes difficultés matérielles. Il termine les *Luttes de classes en France*, suite d'articles consacrés à la révolution de juin 1848 et à son écrasement par les troupes du général Cavaignac.

À partir de 1852, Marx rédige sept articles consacrés au coup d'État du 2 décembre 1851 et aux conditions qui avaient favorisé l'arrivée du futur Napoléon III aux affaires, réunis sous le titre *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte.* Suivent des années noires pour sa famille, dans un dénuement extrême, et marquées par la mort de sa fille Franziska.

Entre 1850 et 1855, Karl et Jenny Marx ont perdu trois autres des sept enfants qu'ils avaient eus jusqu'ici.

Marx écrit les premières ébauches du *Capital* en 1858 : "Je travaille comme un fou, toutes les nuits, à faire la synthèse de mes études économiques, afin d'avoir mis au clair au moins les grandes lignes avant le déluge" et compose en 1859 la *Contribution à la critique de l'économie politique*. Il confie à Engels : "Je ne crois pas qu'on ait jamais écrit sur l'argent en en manquant à ce point !". Le livre I du *Capital* est publié en 1867 chez Meissner, à Hambourg. Après la mort de Marx, c'est Friedrich Engels qui publiera les livres II et III de l'ouvrage : le livre II en 1885, le livre III en 1894.

En juillet 1863, à l'occasion d'un meeting organisé à Londres en faveur de la Pologne, des ouvriers français et anglais se rencontrent. Le 28 septembre 1864, ils fondent l'Association Internationale des Travailleurs. Marx prend une part active à ses activités et rédige une adresse inaugurale et des statuts provisoires qui seront définitivement approuvés en 1871.

La Guerre civile en France paraît en 1871. Marx exalte l'œuvre des communards parisiens et tâche de rendre compte des causes de leur défaite. À partir de 1872, son état de santé s'aggrave. En 1881 Jenny meurt d'un cancer et Marx gagne l'Algérie. Après plusieurs rechutes, il meurt pendant son sommeil, le 14 mars 1883.

2. Extraits du *Capital*

Dans l'avant-propos de Jean-Pierre Lefebvre à l'édition 1993 du *Capital*, celui-ci décrit l'œuvre de Marx comme "un insolite opéra, à mi-chemin de Büchner et Wagner, autant que de Shakespeare et Brecht. Il met en scène le vampire occidental dans sa force historique, sa violence organique, ses ruses infinies, sa prodigieuse aptitude à épouser, jusque dans les catastrophes inconcevables, l'apparence de la nécessité naturelle, à renaître de ses cendres, à vivre si goulûment de la mort elle-même."

Livre I, première section, chapitre 1er, PUF, 1993, trad. Jean-Pierre Lefebvre
"La Marchandise"
En tant que valeurs d'usage, les marchandises sont principalement de qualité différente, en tant que valeurs d'échange elles ne peuvent être que de quantité différente, et ne contiennent donc pas un atome de valeur d'usage. Si l'on fait maintenant abstraction de la valeur d'usage du corps des marchandises, il ne leur reste plus qu'une seule propriété : celle d'être des produits du travail. Mais, même dans ce cas, ce produit du travail s'est déjà transformé dans nos mains. En faisant abstraction de sa valeur d'usage, nous faisons du même coup abstraction des composantes corporelles et des formes qui en font une valeur d'usage. Il cesse d'être table, maison ou fil, ou quelque autre chose utile que ce soit. Tous ses caractères sensibles sont effacés. Il cesse également d'être le produit du travail du menuisier, du maçon, du fileur, bref, d'un quelconque travail productif déterminé. En même temps que les caractères utiles des produits du travail, disparaissent ceux des travaux présents dans ces produits, et par là même les différentes formes concrètes de ces travaux, qui cessent d'être distincts les uns des autres, mais se confondent tous ensemble, se réduisent à du travail humain identique, à du travail humain abstrait. Considérons maintenant ce résidu des produits du travail. Il n'en subsiste rien d'autre que cette même objectivité fantomatique, qu'une simple gelée de travail humain indifférencié, c'est-à-dire de dépense de force de travail humaine, indifférente à la forme dans laquelle elle est dépensée. Tout ce qui est encore visible dans ces choses, c'est que pour les produire on a dépensé de la force de travail humaine, accumulé du travail humain. C'est en tant que cristallisations de cette substance sociale, qui leur est commune, qu'elles sont des valeurs : des valeurs marchandes.

Livre I, première section, chapitre 1er, PUF, 1993, trad. Jean-Pierre Lefebvre
"Le caractère fétiche de la marchandise et son secret"
À première vue, une marchandise semble une chose tout ordinaire qui se comprend d'elle-même. On constate en l'analysant que c'est une chose extrêmement embrouillée, pleine de subtilités métaphysiques et de lubies théologiques. Tant qu'elle est valeur d'usage, elle ne comporte rien de mystérieux, soit que je la considère du point de vue des propriétés par où elle satisfait des besoins humains, ou du point de vue du travail humain qui la produit et lui confère ainsi ces propriétés. Il tombe sous le sens que l'homme modifie par son activité les formes des matières naturelles d'une façon qui lui est utile. La forme du bois, par exemple, est modifiée quand on en fait une table. La table n'est reste pas moins du bois, choses sensible ordinaire. Mais dès qu'elle entre en scène comme marchandise, elle se transforme en une chose sensible suprasensible. Elle ne tient plus seulement debout en ayant les pieds sur terre, mais elle se met sur la tête, face à toutes les autres marchandises, et sort de sa petite tête de bois toute une série de chimères qui nous surprennent plus encore que si, sans rien demander à personne, elle se mettait soudain à danser.

Livre I, première section, chapitre IV, PUF, 1993, trad. Jean-Pierre Lefebvre
“La transformation de l’argent en capital”

Nous connaissons maintenant la manière de déterminer la valeur que paie le possesseur d’argent au possesseur de cette marchandise particulière qu’est la force de travail. La valeur d’usage que le premier reçoit pour sa part dans l’échange ne se montre que dans l’usage réel, dans le procès de consommation de la force de travail. Toutes les choses nécessaires à ce procès, les matériaux bruts, etc. le possesseur d’argent les achète sur le marché au prix fort. Le procès de consommation de la force de travail est simultanément le procès de production de marchandise et de survaleur.

La consommation de la force de travail, comme la consommation de toute autre marchandise, s’accomplit en dehors du marché ou de la sphère de la circulation. C’est pourquoi nous quitterons cette sphère bruyante, ce séjour en surface accessible à tous les regards, en compagnie du possesseur d’argent et du possesseur de force de travail, pour les suivre tous deux dans l’antre secret de la production, au seuil duquel on peut lire : No admittance except on business. C’est ici qu’on verra non seulement comment le capital produit mais aussi comment on le produit lui-même, ce capital. Il faut que le secret des “faiseurs de plus” se dévoile enfin. En réalité, la sphère de la circulation ou de l’échange de marchandises, entre les bornes de laquelle se meuvent l’achat et la vente de la force de travail, était un véritable Eden des droits innés de l’homme. Ne règnent ici que la Liberté, l’Égalité, la Propriété et Bentham. Liberté ! Car l’acheteur et le vendeur d’une marchandise, par exemple de la force de travail, ne sont déterminés que par leur libre volonté. Ils passent un contrat entre personnes libres, à parité de droits. Le contrat est le résultat final dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Égalité ! Car ils n’ont de relation qu’en tant que possesseurs de marchandises et échangent équivalent contre équivalent. Propriété ! Car chacun ne dispose que de son bien. Bentham ! Car chacun d’eux ne se préoccupe que de lui-même. La seule puissance qui les réunisse et les mette en rapport est celle de leur égoïsme, de leur avantage personnel, de leurs intérêts privés. Et c’est justement parce qu’ainsi chacun s’occupe de ses propres affaires, et personne des affaires d’autrui, que tous, sous l’effet d’une harmonie préétablie des choses ou sous les auspices d’une providence futée à l’extrême, accomplissent seulement l’œuvre de leur avantage réciproque, de l’utilité commune, et de l’intérêt de tous. Au moment où nous prenons congé de cette sphère de la circulation simple ou de l’échange des marchandises, à laquelle le libre-échangiste *vulgaris* emprunte les conceptions, les notions et les normes du jugement qu’il porte sur la société du capital et du travail salarié, il semble que la physionomie de nos *dramatis personae* se transforme déjà quelque peu. L’ancien possesseur d’argent marche devant, dans le rôle du capitaliste, le possesseur de force de travail le suit, dans celui de son ouvrier ; l’un a aux lèvres le sourire des gens importants et brûle d’ardeur affairiste, l’autre est craintif, rétif comme quelqu’un qui a porté sa propre peau au marché et qui, maintenant, n’a plus rien à attendre… que le tannage.

3. Introduction à la lutte des classes

Dans son introduction, Engels souhaite clarifier l'intention de Marx, qui livre la première explication des faits historiques par l'analyse du rapport des classes et des faits économiques. Il reprend le problème général de la lutte du prolétariat dans le cadre des circonstances nouvelles de la fin du XIXe siècle.

[...] Lorsque éclata la révolution de Février, nous étions tous, quant à la façon dont nous concevions les conditions et le cours des mouvements révolutionnaires, sous la hantise de l'expérience historique passée, et notamment de celle de la France. N'était-ce pas précisément de cette dernière qui, depuis 1789, avait dominé toute l'histoire de l'Europe, qu'était parti encore une fois le signal du bouleversement général ? Aussi, était-il évident et inévitable que nos idées sur la nature et la marche de la révolution "sociale" proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement teintées des souvenirs des modèles de 1789 et de 1830 ! Et, notamment, lorsque le soulèvement de Paris trouva son écho dans les soulèvements victorieux de Vienne, Milan et Berlin, lorsque toute l'Europe jusqu'à la frontière russe fut entraînée dans le mouvement, lorsque ensuite au mois de juin à Paris la première grande bataille pour le pouvoir se livra entre le prolétariat et la bourgeoisie, lorsque la victoire même de sa classe ébranla la bourgeoisie de tous les pays au point qu'elle se réfugia à nouveau dans les bras de la réaction monarchiste-féodale qu'on venait seulement de renverser, nous ne pouvions dans les circonstances d'alors absolument plus douter que le grand combat décisif était commencé, qu'il faudrait le livrer dans une seule période révolutionnaire de longue durée et pleine d'alternatives, mais qu'il ne pouvait se terminer que par la victoire définitive du prolétariat.

Après les défaites de 1849, nous ne partagions nullement les illusions de la démocratie vulgaire groupée autour des Gouvernements provisoires *in partibus.* Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du "peuple" sur les "oppresseurs", nous sur une longue lutte, après l'élimination des "oppresseurs", entre les éléments antagonistes cachés précisément dans ce "peuple". La démocratie vulgaire attendait le nouveau déclenchement du jour au lendemain ; dès l'automne de 1850, nous déclarions que la *première* tranche au moins de la période révolutionnaire était close et qu'il n'y avait rien à attendre jusqu'à l'explosion d'une nouvelle crise économique mondiale. C'est pourquoi nous fûmes mis au ban comme des traîtres à la révolution par les mêmes gens qui, par la suite, ont fait presque sans exception leur paix avec Bismarck, pour autant que Bismarck trouva qu'ils en valaient la peine.

Mais l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors, elle a également bouleversé totalement les conditions dans lesquelles le prolétariat doit combattre. Le mode de lutte de 1848 est périmé aujourd'hui sous tous les rapports, et c'est un point qui mérite d'être examiné de plus près à cette occasion. [...]
Toutes les révolutions des temps modernes, à commencer par la grande révolution anglaise du XVIIe siècle, présentèrent ces caractéristiques qui paraissaient inséparables de toute lutte révolutionnaire. Elles parurent également applicables aux luttes du prolétariat pour son émancipation ; d'autant plus applicables que, précisément, en 1848, on pouvait compter les gens capables de comprendre, ne fût-ce que passablement, dans quelle direction il fallait chercher cette émancipation. Même à Paris, les masses prolétariennes elles-mêmes, n'avaient encore, après la victoire, absolument aucune idée claire de la voie à suivre. Et pourtant le mouvement était là, instinctif,

spontané, impossible à étouffer. N'était-ce pas là précisément la situation dans laquelle devait nécessairement réussir, une révolution conduite, il est vrai, par une minorité, mais cette fois non pas dans l'intérêt de la minorité, mais dans l'intérêt le plus immédiat de la majorité ? Si dans toutes les périodes révolutionnaires un peu longues, les grandes masses populaires pouvaient être gagnées si facilement par de simples supercheries présentées de façon plausible par les minorités poussant de l'avant, comment auraient-elles été moins accessibles à des idées qui étaient le reflet le plus caractéristique de leur situation économique et n'étaient autre chose que l'expression claire, rationnelle de leurs besoins qu'elles ne comprenaient pas encore elles-mêmes et dont elles n'avaient qu'un sentiment encore indistinct ? Cet état d'esprit révolutionnaire des masses, il est vrai, avait presque toujours fait place, et très vite le plus souvent, à une dépression ou même à un revirement en sens contraire, dès que l'illusion était dissipée et que la déception s'était produite. Mais il ne s'agissait point ici de supercheries, mais au contraire de la réalisation des intérêts les plus spécifiques de la grande majorité elle-même, d'intérêts qui, il est vrai, n'étaient point du tout clairs alors à cette grande majorité, mais qui devaient nécessairement lui devenir bientôt assez clairs au cours de la réalisation pratique par l'aspect convaincant de leur évidence. Et si, au printemps de 1850, comme Marx l'a démontré dans son troisième article, le développement de la République bourgeoise sortie de la révolution "sociale" de 1848 avait désormais concentré le véritable pouvoir dans les mains de la grande bourgeoisie – qui était en outre d'esprit monarchiste – et avait groupé par contre toutes les autres classes de la société, paysans comme petits bourgeois, autour du prolétariat, de telle sorte que dans et après la victoire commune ce n'étaient pas eux ; mais bien le prolétariat qui avait profité des leçons de l'expérience et qui devait nécessairement devenir le facteur décisif, – n'y avait-il pas là toutes les perspectives de transformation de cette révolution de la minorité en révolution de la majorité ?

L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était alors bien loin encore d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste ; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement donné droit de cité qu'à ce moment à la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre – tout cela sur une base capitaliste, c'est-à-dire encore très capable d'extension en 1848. Or, c'est précisément cette révolution industrielle qui, la première, a partout fait la lumière dans les rapports de classes, supprimé une foule d'existences intermédiaires provenant de la période manufacturière et en Europe orientale issues même des corps de métier, engendrant une véritable bourgeoisie et un véritable prolétariat de grande industrie et les poussant l'un et l'autre au premier plan du développement social. Mais, c'est à ce moment seulement, que la lutte de ces deux grandes classes qui, en 1848, en dehors de l'Angleterre, ne s'était produite qu'à Paris et tout au plus dans quelques grands centres industriels, s'élargit à toute l'Europe, prenant une intensité encore inimaginable en 1848. Alors, c'était encore la pléiade des évangiles fumeux de petits groupes avec leurs panacées, aujourd'hui c'est la *seule* théorie de Marx universellement reconnue, d'une clarté lumineuse et qui formule de façon décisive les fins dernières de la lutte ; alors, c'étaient les masses séparées et divisées selon les localités et les nationalités, unies seulement par le sentiment de leurs souffrances communes, peu évoluées, ballottées entre l'enthousiasme et le désespoir, aujourd'hui, c'est la *seule* grande armée internationale des socialistes, progressant sans cesse, croissant chaque jour en nombre, en organisation, en discipline, en clairvoyance et en certitude de victoire. Même si cette puissante armée du prolétariat n'a toujours pas atteint le

but, si, bien loin de remporter la victoire d'un *seul* grand coup, il faut qu'elle progresse lentement de position en position dans un combat dur, obstiné, la preuve est faite une fois pour toutes qu'il était impossible en 1848 de conquérir la transformation sociale par un simple coup de main.

Une bourgeoisie divisée en deux fractions, monarchistes dynastiques, mais qui demandait avant toute chose le calme et la sécurité pour ses affaires financières ; en face d'elle, un prolétariat vaincu, il est vrai, mais toujours menaçant et autour duquel petits bourgeois et paysans se groupaient de plus en plus – la menace continuelle d'une explosion violente qui, malgré tout, n'offrait aucune perspective de solution définitive, – telle était la situation qu'on aurait dit faite pour le coup d'État du troisième larron, du prétendant pseudo-démocratique Louis Bonaparte. Se servant de l'armée, celui-ci mit fin le *2* décembre 1851 à la situation tendue, assurant bien à l'Europe la tranquillité intérieure, mais la gratifiant, par contre, d'une nouvelle ère de guerres. La période des révolutions par en bas était close pour un instant ; une période de révolutions par en haut lui succéda.
[...] Les nombreux succès des insurgés jusqu'en 1848 sont dus à des causes très variées. À Paris, en juillet 1830 et en février 1848, comme dans la plupart des combats de rues en Espagne, il y avait entre les insurgés et les soldats une garde civile qui, ou bien passait directement du côté de l'insurrection ou bien, par son attitude flottante, irrésolue, amenait également un flottement dans les troupes et fournissait en outre des armes à l'insurrection. Là où cette garde civile se dressa dès le début contre l'insurrection, comme en juin 1848 à Paris, celle-ci fut aussi vaincue. À Berlin, en 1848, le peuple fut vainqueur, soit grâce à l'afflux considérable de nouvelles forces armées pendant la nuit et la matinée du 19, soit par suite de l'épuisement et du mauvais approvisionnement des troupes, soit enfin par suite de la paralysie du commandement. Mais, dans tous les cas, la victoire fut remportée parce que la troupe refusa de marcher, parce que l'esprit de décision manquait chez les chefs militaires ou parce qu'ils avaient les mains liées.
Même à l'époque classique des combats de rues, la barricade avait donc un effet plus moral que matériel. Elle était un moyen d'ébranler la fermeté des soldats. Si elle tenait jusqu'à ce que celle-ci flanche, la victoire était acquise; sinon, on était battu.
(Tel est le point principal qu'il faut également avoir à l'esprit dans l'avenir lorsque l'on examine la chance d'éventuels combats de rues.)
Les chances d'ailleurs étaient assez mauvaises dès 1849. La bourgeoisie était passée partout du côté des gouvernements. "La civilisation et la propriété" saluaient et traitaient les soldats qui partaient contre les insurgés. La barricade avait perdu son charme, les soldats ne voyaient plus derrière elle le "peuple", mais des rebelles, des excitateurs, des pillards, des partageux, le rebut de la société ; l'officier avait appris avec le temps les formes tactiques du combat de rues, il ne marchait plus directement et sans se couvrir sur la barricade improvisée, mais il la tournait en se servant des jardins, des cours et des maisons. Et avec quelque adresse, cela réussissait maintenant neuf fois sur dix.
Mais depuis lors, beaucoup de choses se sont encore modifiées, et toutes en faveur des soldats. Si les grandes villes ont pris une extension considérable, les armées ont grandi davantage encore. Depuis 1848, Paris et Berlin n'ont pas quadruplé, or, leurs garnisons se sont accrues au delà. Ces garnisons peuvent être plus que doublées en vingt-quatre heures grâce aux chemins de fer, et grossir, jusqu'à devenir des armées gigantesques en quarante-huit heures. L'armement de ces troupes énormément renforcées est incomparablement plus efficace. En 1848, c'était le simple fusil à percussion, aujourd'hui c'est le fusil à magasin de petit calibre qui tire quatre fois aussi loin, dix fois plus juste et dix fois plus vite que le premier. Autrefois, c'étaient les boulets et les obus de l'artillerie relativement peu efficaces : aujourd'hui ce sont les obus à percussion dont un seul suffit pour mettre en miettes la meilleure barricade.

Autrefois, c'était le pic du pionnier pour percer les murs, aujourd'hui ce sont les cartouches de dynamite.
Du côté des insurgés, par contre, toutes les conditions sont devenues pires.
Une insurrection qui a la sympathie de toutes les couches du peuple se reproduira difficilement ; dans la lutte de classes toutes les couches moyennes ne se grouperont sans doute jamais d'une façon assez exclusive autour du prolétariat pour que, en contrepartie, le parti réactionnaire rassemblé autour de la bourgeoisie disparaisse à peu près complètement. Le "peuple" apparaîtra donc toujours divisé, et, partant, c'est un levier puissant, d'une si haute efficacité en 1848, qui manquera. Si du côté des insurgés viennent un plus grand nombre de combattants ayant fait leur service, leur armement n'en sera que plus difficile. Les fusils de chasse et de luxe des boutiques d'armuriers – même si la police ne les a pas rendus inutilisables au préalable en enlevant quelque pièce de la culasse – sont même dans la lutte rapprochée loin de valoir le fusil à magasin du soldat. Jusqu'en 1848, on pouvait faire soi-même avec de la poudre et du plomb les munitions nécessaires, aujourd'hui, la cartouche diffère pour chaque fusil et elle n'a partout qu'un seul point de commun, à savoir qu'elle est un produit de la technique de la grande industrie et que, par conséquent, on ne peut pas la fabriquer *ex tempore* ; la plupart des fusils sont donc inutiles tant qu'on n'a pas les munitions qui leur conviennent spécialement. Enfin, les quartiers construits depuis 1848 dans les grandes villes ont des rues longues, droites et larges, et semblent adaptés à l'effet des nouveaux canons et des nouveaux fusils. Il serait insensé, le révolutionnaire qui choisirait les nouveaux districts ouvriers du Nord et de l'Est de Berlin pour un combat de barricades. Cela veut-il dire qu'à l'avenir le combat de rues ne jouera plus aucun rôle ? Pas du tout. Cela veut dire seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup moins favorables pour les combattants civils, et beaucoup plus favorables pour les troupes. Un combat de rues ne peut donc à l'avenir être victorieux que si cette infériorité de situation est compensée par d'autres facteurs. Aussi, se produira-t-il plus rarement au début d'une grande révolution qu'au cours du développement de celle-ci, et il faudra l'entreprendre avec des forces plus grandes. Mais alors celles-ci, comme dans toute la Révolution française, le 4 septembre et le 31 octobre 1870 à Paris, préféreront sans doute l'attaque ouverte à la tactique passive de la barricade.
Le lecteur comprend-il maintenant pourquoi les pouvoirs dirigeants veulent absolument nous mener là où partent les fusils et où frappent les sabres ? Pourquoi on nous accuse aujourd'hui de lâcheté, parce que nous ne descendons pas carrément dans la rue où nous sommes certains à l'avance d'être défaits ? Pourquoi on nous supplie si instamment de vouloir bien enfin jouer un jour à la chair à canon ?
C'est inutilement et pour rien que ces messieurs gaspillent leurs suppliques comme leurs provocations. Nous ne sommes pas si bêtes. Ils pourraient aussi bien exiger de leur ennemi dans la prochaine guerre qu'il veuille bien se disposer en formations de ligne comme au temps du vieux Fritz ou en colonnes de divisions tout entières à la Wagram et à la Waterloo, et cela avec le fusil à pierre à la main. Si les conditions ont changé pour la guerre des peuples, elles n'ont pas moins changé pour la lutte de classes. Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires. [...]

Friedrich Engels
Introduction (1895) à *Les Luttes de classes en France* de Karl Marx, 1848-1850

la colline

théâtre national

www.colline.fr

01 44 62 52 52

15 rue Malte-Brun, Paris 20e